

réellement démocratique et sociale

Même le rationalisme arabe en est exclu (ni Averroès, ni Avicenne ne sont enseignés à l'école ...). Le cours de **dissection** est **interdit** en fac de médecine à l'**opposé** des enseignements d'Avicenne lui-même!

Le système universitaire s'est écroulé et ne peut plus prétendre à former un esprit rationnel et scientifique (tous les rapports des commissions spécialisées l'ont déclaré sinistré depuis 2000). Dans les universités algériennes, l'administration (nommée et jamais élue) prime sur la science. On a importé des universités occidentales l'organisation des études (LMD), mais non pas l'élection des présidents d'université ou de bonnes bibliothèques numérisées, ou une formation d'excellents formateurs... Il n'existe d'ailleurs plus de formation à la pédagogie universitaire ! Le système de santé est délabré, la preuve en est que les autorités se soignent à l'étranger... **On serait en peine de trouver les traces d'une politique universitaire ou éducative qui soit en rapport avec l'exigence de la construction d'une société de la connaissance, de cadres compétents, d'un Etat de citoyenneté, ou d'une économie productive moderne...** Pourtant, un **système éducatif qui forme des cadres citoyens compétents servirait toutes les sensibilités politiques et philosophiques !**

a) Offre de formation publique et privée
L'offre de formation universitaire et infra-universitaire est extrêmement limitée. Beaucoup de nos concitoyens ne trouvent pas de place pédagogique pour une éventuelle formation complémentaire. Le privé national et international a été condamné à un rôle décoratif. **L'homologation des diplômes par une instance scientifique d'évaluation autonome** permettra aux ministères de l'Education, de la Formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur de **prendre de la hauteur** à l'égard de l'offre de formation disponible ou à attirer en Algérie et leur assignera un rôle d'arbitre objectif. Aujourd'hui le monopole des établissements de formation publics même très médiocres leur permet d'imposer leur critères. **Comment des établissements de formation dont les diplômes ont été tant dévalorisés sur la place pourraient-ils être justes à l'égard d'offres de formations privées** nationales et étrangères **concurrentielles** qui pourraient souligner en creux leurs propres carences cognitives et organisationnelles ? L'établissement de cette saine **concurrence est le seul moyen** restant pour créer une **véritable émulation** dans les secteurs de la formation afin de tirer cette dernière vers le haut.

b) Instance d'évaluation scientifique autonome

L'Etat devrait **faciliter la concurrence** et imposer des cahiers de charge précis avec des seuils cognitifs à atteindre par niveau de formation que tous les opérateurs qui offrent de la formation doivent remplir. **Une instance autonome scientifique d'évaluation des offres de formation et de diplômes** devra être installée. Elle sera composée de scientifiques algériens reconnus pour leurs travaux scientifiques et pour leur intégrité universitaire (du domaine des sciences de l'homme, des sciences du raisonnement et des sciences de la nature) exerçant à l'intérieur et à l'étranger (une quinzaine). Cette instance d'évaluation devra établir un **fichier national des offres de formation privées** nationales ou étrangères et publiques en même temps qu'une **classification annuelle des établissements de formation** supérieures et infra-universitaires.

C) Offre de formation en ligne
Le **manque flagrant et très grave de formateurs de haut niveau** (2 000 professeurs sur un total de 44 000 enseignants au supérieur) doublé d'un **absentéisme** et d'un **manque de motivation** sidérants des étudiants et des enseignants, rend les **diplômes algériens d'une indigence dangereuse** pour l'avenir de la nation. Le moyen le plus rapide, outre la **coopération étrangère**, c'est le **e-learning**, comme l'a bien expérimenté la Corée du Sud dont le système universitaire est fait essentiellement de campus virtuels avec une connectivité de l'ordre de 99% de la population! Le cours d'un enseignant de haut niveau doit pouvoir être rendu accessible aux étudiants et aux enseignants débutants et homologues à **distance** et à l'échelle nationale et internationale et entraîner une amélioration du niveau de tous avec les forums de discussion... L'enseignement en **présentiel** limite l'accès aux meilleurs professeurs et partant de leur **rentabilité...**

5 - Les questions identitaires
Les changements à apporter à la constitution, outre la **limitation des mandats**, le **rééquilibrage des pouvoirs** et leur **séparation**, doivent garantir l'**alternance au pouvoir** par la voie **démocratique** sans possibilité de remise en cause de celle-ci. Ils incluront l'**identité algérienne**.
a) Définition constitutionnelle de l'identité algérienne
Il n'est pas normal que l'identité, qui est plus un **processus d'identification dynamique** qu'une substance fixe, soit figée dans une constitution. Cette dernière devrait viser à définir des règles

générales assez souples de fonctionnement de la société et de l'Etat avec une certaine constance et au profit des libertés de tous. Définir l'identité algérienne par le triptyque **arabité, amazighité, islamité** peut sembler généreux, mais cette définition est sous-tendue par la perception fausse que l'identité est fixe et que ces trois paramètres sont des substances intangibles.

Il serait plus intéressant que la définition, si celle-ci était nécessaire, soit la plus simple : «l'Algérianité historique», en énonçant de manière ferme la garantie des libertés individuelles et collectives, les libertés de confession et de conscience ainsi que les libertés d'expression et d'opinion. L'inconvénient d'une définition trop précise est que des groupes s'y sentiraient exclus ; l'**avantage d'une définition simple et générale est qu'elle permet à tout un chacun de s'y retrouver en y projetant ses propres représentations.**

b) Les langues nationales :
Les **langues nationales, arabe et tamazight**, doivent cependant être servies de manière **équitable** par l'Etat : la langue arabe, mieux dotée que sa sœur jumelle, est enseignée partout et toutes les matières sont enseignées en elle ; elle dispose d'une **académie**, d'un **conseil supérieur**, de plusieurs **département universitaires** et de **centres de recherches pluridisciplinaires relevant soit de la présidence de la République, soit de l'enseignement supérieur...**

Tamazight, sa sœur nationale, **ne possède ni académie, ni conseil supérieur** (dont les décrets de création ont été déprogrammés du Conseil des ministres en 2008, **ni des centres de recherche relevant du MESRS**. Elle n'est servie que par un haut commissariat (**HCA**) sans haut commissaire, un centre de recherche relevant de l'éducation nationale (**CNPLET**) où la **recherche est statutairement impossible** (EPA) et de **trois instituts universitaires** de tamazight à Tizi-Ouzou, Bouira et Béjaïa ! Pourtant **c'est tamazight qui a le plus besoin du soutien de l'Etat** par des institutions scientifiques compétentes, légalement et financièrement outillées à cet effet !

Le factice ne trompe personne et les gens en ont conscience. Tamazight n'a en rien profité de son élévation sous pression au rang de **langue nationale** en 2002 ! **La régression de l'enseignement de tamazight** est un autre problème induit de la politique d'**enseignement non méthodique** de cette langue ! Nous sommes bien le seul Etat où une langue non normalisée depuis toujours est précapitalement introduite dans le système éducatif sans aménagement aucun. **Les tergiversations quant à la création de centres d'aménagement de cette langue dénotent de la facticité** de cette opération. **Le Maroc** a installé l'**Ircam** (Institut royal de la culture amazighe) comprenant **sept centres universitaires spécialisés** dans la prise en charge de cette tâche ! Ces centres regroupent des chercheurs de haut niveau et sont dirigés par des professeurs universitaires de haut rang. Aujourd'hui, **tamazight est la deuxième langue officielle du royaume.**

Quant à l'Algérie, elle n'a créé qu'un **seul petit centre**, handicapé de naissance, et lui a infligé des **missions de géant**. Il a été mis sous tutelle de l'éducation nationale pour qu'il ne puisse pas statutairement recruter des chercheurs ! Et **ce paradoxe** est rendu public depuis la première semaine de l'année 2005 **sans que cela déclenche une décision salutare !**

L'**apaisement identitaire** relatif à cette dimension historique, anthropologique, culturelle, linguistique et sociale de l'algérianité (**socle amazighe multimillénaire** qui remonte à près de deux millions et demi d'années depuis les protoberbères) ne peut provenir que d'une **prise en charge sérieuse, responsable et scientifique de tamazight** et des autres langues en usage en Algérie. La communication des institutions de l'Etat, les ministères de la Culture, de l'Intérieur, du Tourisme... doivent garder cet objectif bien en vue et s'y conformer. La politique actuelle a affaibli la loyauté à l'égard de la communauté nationale et politique ; **sa persistance mènera à l'écèlement de la nation et de l'Etat**. Des citoyens du nord et du sud du pays ne sont pas loin de se laisser happer par ce processus!

La **nation est une abstraction politique** qui rassemble des groupes de gens que seule la **présence de forces centripètes** tient ensemble. Celles-ci ont subi l'érosion provoquée autant par la non-gestion que par des politiques d'improvisation irresponsables.

Encore une fois, **la démarche de prise en charge de tamazight par la ruse est vaine et ruineuse**. La nécessité d'une **politique linguistique** en cohérence avec une **politique éducative** est manifeste et pressante. Elle permet d'avoir une vision globale cohérente de la situation linguistique du pays et des objectifs visés par étape ainsi que l'**intégration de la demande linguistique et culturelle dans un système éducatif qui devra être lui-même sous-tendu par la volonté de construire un esprit rationnel et scientifique** (savoir et savoir-faire) couplé à une **éthique citoyenne**

moderne (savoir-être).

Cette politique linguistique fondée sur le **pluralisme linguistique**, en harmonie avec le **pluralisme politique**, articulera les langues du domaine formel avec celles relevant du domaine personnel dans une **vision intégratrice** comme fonctions sociales différenciées...

L'Algérie connaît, résultante de son histoire, deux variétés de **langues parentes** dans le domaine personnel : **les variétés de tamazight et celles de l'arabe algérien**. Les variétés de tamazight sont différenciées alors que celles de l'arabe algérien le sont moins et **fonctionnent comme des langues véhiculaires** dans tout le Maghreb. Ces langues doivent pouvoir être étudiées et développées autant que possible. **Elles doivent pouvoir être introduites progressivement dans certaines sphères du domaine formel sans forçage**. Les **institutions universitaires et scientifiques doivent obligatoirement inscrire et publier des recherches** (thèses et mémoires) sur et dans ces langues notamment dans les instituts de langues arabe, tamazight et même des langues étrangères (thèses de science du langage, de sociolinguistique, et de linguistique...). Aujourd'hui, le CEMA (Centre américain des études maghrébines), possède un plan de charge d'études linguistiques et sociolinguistiques du terrain algérien plus riche et plus consistant que toutes les universités algériennes réunies (qui n'en ont aucun et sont extraverties)!

c) Les langues étrangères
Les **langues étrangères sont d'une nécessité impérieuse pour le développement économique et scientifique** du pays. C'est le moyen le plus sûr et le plus rapide pour être en phase avec l'évolution de la pensée scientifique et philosophique dans le monde, car le **monde dit arabe ne produit plus ni sa pensée, ni sa science, ni encore moins son pain**. Il a quitté le monde du savoir depuis le XVI^e siècle, a tenté une reprise au XIX^e siècle dans cette fameuse Nahdha, puis est vite retombé dans la léthargie. Le renforcement de l'apprentissage/enseignement des langues étrangères les plus proches de notre espace géostratégique et les plus développées dans le monde (le français, l'anglais, l'espagnol, l'italien, l'allemand...) permet d'obtenir la documentation scientifique la plus récente en qualité et en quantité sans passer par le filtre déformant et temporisant de la traduction, elle-même quasi inexistante dans le monde dit arabe. **La maîtrise des langues étrangères, pour notre nation, est une nécessité vitale** pour se maintenir à jour dans le concert des nations. **L'enjeu n'est pas national mais bel et bien international**. La construction d'une société et d'une économie de savoir devient partout un enjeu vital.

Le **renforcement de la maîtrise de la langue arabe scolaire** (institutionnelle) permet de faciliter la communication entre les scientifiques arabisants et francisants au profit de la nation. Il permet aussi la plus grande socialisation des savoirs scientifiques et de l'esprit rationnel dans la société. **La mise en rapport de cette langue avec des contenus pédagogiques rationnels de son histoire et de celle du monde développé contemporain ainsi que la modernisation des méthodes de son enseignement**, loin des rigidités idéologiques, lui permet d'être plus attractive pour les apprenants.

6 - La politique éducative
Ainsi donc, en intégrant les éléments de la politique linguistique ci-dessus décrits, une **corrélation sera établie entre la politique linguistique et la politique éducative et culturelle** de l'Etat. Le rôle de l'école, trop ambigu et trop idéologique dans la loi d'orientation de 2008, devra être recentré sur (1) **la formation de l'esprit rationnel et scientifique, comme fonction fondamentale**, (2) la formation aux innovations technologiques et à la prodigieuse avancée des TIC, (3) **la maîtrise des langues étrangères**, (4) l'ouverture d'esprit sur les différences humaines et sur les cultures, (5) **la formation à l'algérianité dans sa pluralité**, (6) la formation au respect de l'effort et de la différence, (7) **la formation à la citoyenneté et aux libertés individuelles...**

7 - Propositions générales
Il a été signalé en introduction que la démarche actuelle minimisait la gravité de la crise de confiance des citoyens dans les cadres institutionnels de l'Etat rendus désuets par l'autoritarisme et l'interventionnisme de l'exécutif. La politique de déstabilisation continue de l'opposition politique a fini par la transformer en un cadre squelettique incapable de canaliser d'éventuels débordements populaires. Dans un contexte international de remise en cause radicale des régimes arabes, dont l'entêtement de certains à vouloir perdurer, a causé les pires dégâts aux sociétés et aux Etats, l'exécutif algérien désigne une commission chargée **d'entendre** ce qui a pu se passer depuis plus d'une douzaine d'années !

Si l'idée consiste à faire ré-adhérer les citoyens aux cadres institutionnels y compris ceux de l'opposition, et à un processus de changement, il est

urgent de mettre en place un véritable électrochoc politique :

- 1) Ouverture immédiate du champ médiatique lourd à l'opposition (à l'exclusion du terrorisme et à son idéologie de référence, l'islamisme violent) ;
- 2) Dissoudre les institutions alibi mal élues (l'APN) ;
- 3) Installer un gouvernement de transition nationale constitué de compétences honnêtes et avérées ;
- 4) Ouverture de procès sérieux sur les grands dossiers de corruption ;
- 5) Inviter une conférence nationale (une constituante) des principaux courants de l'opposition politique y compris celle se revendiquant du conservatisme et de la laïcité moderne ;
- 6) Rédaction d'un projet de nouvelle Constitution qui devra être soumis à débat public, puis soumis à référendum.
- 7) Cette Constitution devra être fondée sur :
 - a. La mise en place d'un cadre constitutionnel et institutionnel qui permet à tous les Algériens de bien vivre dans leur pays et leur Etat ;
 - b. La nécessité de la pérennité du caractère républicain, démocratique et social de l'Etat algérien ;
 - c. La séparation des pouvoirs et leur équilibre ;
 - d. La mise des forces armées et de sécurité sous la responsabilité des instances élues et politiques ;
 - e. L'Etat de droit ainsi que la nécessité d'un Etat de citoyenneté, avec égalité de tous devant la loi sans discrimination de sexe, de religion ou de conscience ;
 - f. Les libertés d'opinion et d'expression, les libertés de conscience et de confession, ainsi que les libertés individuelles et collectives et les droits de l'homme ;
 - g. La limitation des mandats du président, et du champ de ses compétences ;
 - h. La reconnaissance aux Algériens de constituer des partis politiques et de briguer légitimement toutes les fonctions de l'Etat ;
 - i. La reconnaissance du droit des Algériens de constituer librement des associations à caractère civil sans ingérence de l'exécutif ou des services ;
 - j. La nécessité de proscrire toute violence pour l'accession ou le départ du pouvoir ;
 - k. La préservation des religions de la manipulation politique en restreignant la compétition politique aux seuls programmes politiques sans référence religieuse (l'exemple du Soudan dont l'intégrité a été remise en cause est à méditer, la défense de la laïcité par un islamiste connu comme Tourabi en dit long) ;
 - l. Une définition simple de l'identité nationale fondée sur l'algérianité historique ;

- 8) Le gouvernement de transition, appuyé par l'ANP (non soumis à elle), supervisera toute l'opération jusqu'à l'organisation d'élections libres et démocratiques dans le cadre de la nouvelle Constitution et sous le contrôle d'instances internationales (reconnues démocratiques) et nationales (les partis politiques et les organisations syndicales représentatives) ;
- 9) Procéder à des élections présidentielles pluralistes et honnêtes sous supervision internationale et nationale dans les plus brefs délais.

Ceci marquera la naissance de la deuxième République algérienne démocratique et sociale où les Algériens vivront en bonne intelligence les uns avec les autres nonobstant leurs différences.

Conclusion
La posture politique des gouvernants, qui a toujours été sous l'empire de l'idéologie velléitaire arabe décrite en introduction, a consisté, depuis l'indépendance, à **contrôler et soumettre** la société, par la **répression** et la **corruption**, au désir du pouvoir élevé au-dessus des lois de la République et jouissant de l'**impunité**. Cette posture générale **a essuyé un échec fracassant**. Le **néo-patrimonialisme devra être définitivement enterré et la société, avec ses différents ressorts démocratiques et citoyens, devra être reconnue comme le véritable propriétaire du pays et de l'Etat** pour le bien de tous. En souhaitant la paix, le développement, la prospérité, et un avenir proche meilleur à la société algérienne soumise en permanence à des traumatismes profonds et multiples le long de toute son histoire, d'abord par des envahisseurs étrangers, ensuite, depuis un certain temps, par la mauvaise gouvernance de ses propres enfants.

A. D.

*** Professeur de l'enseignement supérieur, université d'Alger 2. Directeur du Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de tamazight/MEN**
Chercheur en socio-sémiotique.
*** Cette contribution a été remise à la commission Bensalah.**